REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

ORDONNANCE N° 42
du 28/04/2025

AUDIENCE PUBLIQUE DU 14 AVRIL 2025

Le juge d'exécution en son audience publique du vingt-huit Avril deux mille vingt-cinq, statuant en matière commerciale tenue par Monsieur **MAMAN MAMOUDOU KOLO BOUKAR**, Présidente du Tribunal par délégation, assistée de Maitre **RIBA RAMATA**, Greffière, a rendu l'ordonnance dont la teneur suit :

AFFAIRE :

L'ENTREPRISE
SERVICE A TOUS ET
POUR TOUS SETPOT

(Me ABDOU LEKO
ABOUBACAR)

C/

HABIBOU ALI
BARMINI

(Me YAHAYA ABDOU)

ENTRE

L'ENTREPRISE SERVICE A TOUS ET POUR TOUS, en abrégé **SETPOT**, ayant son siège social à Niamey ; NIF : 49288/S ; RCCM : NE-NIA-B016, représentée par le sieur Habibou Moussa, ayant pour conseil Maitre **ABDOU LEKO ABOUBACAR**, Avocat à la cour, au cabinet duquel domicile est élu pour la présente et ses suites ;

DEMANDERESSE

D'UNE PART,

ET

MR HABIBOU ALI BARMINI, né vers 1983 à Kamaraye (DOUTCHI) aide électricien à l'entreprise d'aménagement urbain et ruraux (SAUR SARL), de nationalité nigérienne, assisté de Maitre **Yahaya ABDOU**, Avocat à la cour, BP 10156 Niamey, Tél : 96 88 03 00, SCPA PROBITAS à l'étude duquel domicile est élu.

DEFENDEUR

D'AUTRE PART.

Exposé du litige :

Par acte en date du 7 avril 2025, l'entreprise "SERVICE A TOUS ET POUR TOUS" en abrégé SEPTOT a fait assigner Monsieur Habibou Ali devant le président de ce tribunal, statuant en qualité de juge de l'exécution, pour obtenir la mainlevée des saisies vente pratiquées par ce dernier, avec exécution provisoire de la décision à intervenir et en sus des entiers dépens.

L'entreprise SEPTOT expose que par procès-verbal en date du 31 mars 2025, Habibou Ali, en exécution du jugement n°008 de ce tribunal rendu le 11 janvier 2023, a fait saisir le véhicule de marque Toyota RAV 4 immatriculé RN BN 9296 NY ainsi que le camion vidangeur de marque DAF immatriculé BF 0641 RN, appartenant tous les deux à Monsieur Moussa Attaou Habibou.

Elle relève que ladite saisie est irrégulière parce que faite en violation de plusieurs dispositions de l'Acte uniforme portant voies d'exécution.

Elle soutient, en premier lieu, que la saisie opérée par Habibou Ali viole les dispositions de l'article 92 dudit Acte uniforme parce que non précédée d'un commandement de payer.

En second lieu, et sur le fondement de l'article 91 du même Acte uniforme, elle avance que les biens saisis par Monsieur Habibou ne lui appartiennent pas, ils sont la propriété de Moussa Attaou Habibou ; et les copies des cartes grises de ces véhicules versées au dossier confirment cette propriété.

Elle rappelle qu'en vertu des dispositions de l'article 140 de l'Acte uniforme précité, en tant que véritable débitrice, elle a qualité pour demander la nullité de la saisie portant sur un bien dont elle n'est pas propriétaire.

Elle indique enfin qu'il est de jurisprudence constante que l'agent d'exécution a l'obligation d'indiquer la date à laquelle expire le délai de contestation et toute erreur entraîne la nullité ; or en l'espèce le procès de vente de saisie contesté ne porte pas cette indication.

En réponse, Habibou Ali Barmini sollicite, après avoir débouté l'entreprise SEPTOT de toutes ses demandes comme étant non fondées, de déclarer bonnes et valables les saisies vente qu'il a pratiquées sur les deux véhicules de Habibou Moussa, d'ordonner la continuation des poursuites, avec exécution provisoire sur minute et avant enregistrement de la décision à intervenir et en sus des entiers dépens.

Il relève en liminaire qu'il ressort de la grosse du jugement commercial n°008 que le principal de la condamnation se chiffre à 5.153.940 F CFA, malheureusement tant le commandement que le procès-verbal de saisies affichent 4.131.000 F CFA ; ainsi, l'ensemble de ces calculs ayant été faussés, il sollicite de lui donner acte de ce que le total de la créance en principal, intérêts et frais se chiffre à la somme de 7.286.550 F CFA et non 5.908.322 F CFA.

Sur les griefs formulés par l'entreprise SEPTOT, il rétorque, en premier lieu, qu'il n'y a pas eu violation de l'article 92 de l'AUPSRVE, dès lors qu'il a délaissé un commandement à la personne de Habibou Moussa le 14 mars 2025 ; et le délai de 8 jours a été respecté puisque les saisies datent du 31 mars 2025.

En second lieu, il souligne que l'entreprise SEPTOT ne démontre pas qu'elle est différente de Habibou Moussa au regard du droit commercial ; en outre, la dénonciation

calomnieuse a été l'œuvre du susnommé qui aurait pu être pénalement poursuivi pour avoir détourné les sommes reçues alors qu'elles devaient servir à payer les ouvriers.

Enfin, il juge que les saisies vente sont bonnes et valables et au regard de la mauvaise foi de Habibou Moussa durant toute la procédure ; il sollicite par conséquent l'exécution provisoire sur minute et avant enregistrement de la décision à intervenir.

Au cours des débats à l'audience, le conseil de SEPTOT prenait acte de la production du commandement de payer par Habibou Ali, mais relève que ledit commandement viole les dispositions de l'article 92 de l'AUPSRVE en ce que le montant de la créance portée est différente de celle réellement due mais aussi parce qu'elle ne contient la sommation à payer dans les huit jours.

En réplique, le conseil de Habibou Ali considère que les griefs ainsi relevés ne sont pas justifiés, et mieux en vertu de l'article 1-16 de l'AUPSRVE la nullité invoquée ne peut prospérer faute pour SEPTOT de démontrer le grief encouru.

Discussion :

Les deux parties ont plaidé à l'audience par l'organe de leurs avocats respectifs, il y a lieu de statuer par décision contradictoire.

Par ailleurs, l'action en contestation de l'entreprise SEPTOT, faite dans les forme et délai de la loi, sera déclarée recevable.

Sur la régularité des saisies vente pratiquées par Habibou Ali :

Les griefs formulées par l'entreprise SEPTOT contre les saisies pratiquées par Habibou Ali s'articulent sur l'absence de commandement préalable, la nullité du procès pour non indication du délai de huit jours de sommation mais aussi du montant exact de la créance, le défaut de mention dans ledit procès-verbal de la date d'expiration du délai de contestation et enfin de ce que les biens saisis ne lui appartiennent pas ;

Aux termes de l'article 92 de l'Acte uniforme portant procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution : « *la saisie est précédée d'un commandement de payer signifié au moins huit jours avant la saisie du débiteur, qui contient à peine de nullité :*

- 1) *Mention du titre exécutoire en vertu duquel les poursuites sont exercées avec le décompte distinct des sommes réclamées en principal, frais et intérêts échus ainsi que l'indication du taux des intérêts ;*
- 2) *Sommation d'avoir à payer la dette dans un délai de huit jours, faute de quoi il pourra y être contraint par la vente forcée de ses biens meubles » ;*

Il ressort en l'espèce des pièces du dossier que la saisie vente opérée par Habibou Ali sur les véhicules appartenant à Habibou Moussa est précédée d'un commandement de payer qui lui a été servi le 14 mars ; ce commandement mentionne le jugement n°08 du 11 janvier 2023 en vertu duquel la saisie est pratiquée, et le montant de 5.908.322 F CFA est précisé comme représentant le principal, frais et intérêts ; en outre la sommation de payer dans le délai de huit jours y est indiqué ;

Dès lors, contrairement à ce que soutient SEPTOT, un commandement lui a été bien servi, et cet acte contient la mention du délai de huit jours mais aussi le montant de la créance qui lui est réclamée en principal, frais et intérêts ; et l'erreur de calcul de ce montant, qui diffère effectivement de celui du titre exécutoire, ne peut entraîner l'annulation dudit commandement

que si la SEPTOT démontre le grief qu'il lui a été occasionné, et ce, en vertu de l'article 1-16 du Nouvel AUPSRVE ;

Par ailleurs, SEPTOT qui soutient que les véhicules saisis ne lui appartiennent pas en ce qu'ils sont la propriété de Habibou Moussa, son gérant, ne rapporte pas la preuve qu'elle est constituée sous forme d'une société commerciale ; en l'absence de cette preuve qu'elle pouvait faire en produisant ses statuts ou même son certificat d'immatriculation, SEPTOT ne prouve pas juridiquement qu'elle dispose d'une personnalité juridique distincte de Habibou Moussa, surtout que de jurisprudence constante il y a confusion de l'identité d'une personne physique avec celle d'une entreprise individuelle qu'elle crée ;

Enfin, le moyen de nullité du procès-verbal de saisie vente pour défaut d'indication de la date d'expiration du délai de contestation n'est fondée sur aucune disposition pertinente de l'Acte uniforme sur les voies d'exécution, et la jurisprudence invoquée à l'appui notamment l'arrêt de la CCJA n°007 du 21/01/2016 concerne la saisie attribution de créances ;

Au regard de tout ce qui précède, l'action en contestation des saisies vente faite par SEPTOT est mal fondée, lesdites saisies sont par conséquent bonnes et valables.

Par ailleurs, le montant de la créance inscrit tant dans le commandement de payer que le procès-verbal de saisie procède manifestement d'une erreur ; en effet, le principal de la condamnation se chiffre à 5.153.940 F CFA, alors dans les actes susprécisés, il est de 4.131.000 FCFA ; en procédant à une rectification, ce montant se chiffre à 7.286.550 F CFA en principal, intérêts et frais.

Sur l'exécution provisoire :

Selon l'article 49, alinéa 3, de l'AUPSRVE, la décision du juge de l'exécution peut faire l'objet d'un recours, mais l'exercice de ce recours ainsi que le délai pour l'exercer n'ont pas d'effet suspensif, sauf décision spécialisée motivée dudit juge ;

En l'espèce, il n'existe aucune circonstance qui justifierait de priver la présente décision de l'exécution provisoire, qui est de droit ;

En outre, l'invocation par Habibou Ali de l'article 59 de la loi sur les tribunaux de commerce pour voir ordonner l'exécution provisoire sur minute et avant enregistrement n'est pas pertinente dès lors que ce texte concerne les ordonnances des référés, qui par leur nature sont des décisions provisoires et conservatoires.

Sur les dépens :

L'entreprise SEPTOT, ayant succombé à l'instance, sera tenue des dépens.

Par ces motifs :

Le juge de l'exécution,

Statuant publiquement, contradictoirement, en premier ressort :

- Reçoit l'action en contestation de l'entreprise SERVICE A TOUS ET POUR TOUS (SEPTOT) ;
- Dit cependant qu'elle est mal fondée ;
- Déclare les saisies de vente pratiquées sur les véhicules de Habibou Moussa bonnes et valables ;

- Donne acte à Habibou Ali Barmani de ce que sa créance se chiffre à la somme totale de 7.286.550 de francs CFA ;
- Ordonne la continuation des poursuites ;
- Dit que l'exécution provisoire de la présente décision est de droit ;
- Condamne l'entreprise SEPTOT aux dépens.

Avisé les parties de leur droit de relever appel de la présente décision devant le Président de la chambre commerciale spécialisée de la Cour d'appel de Niamey dans le délai de huit (8) jours de son prononcé par déclaration verbale ou écrite ou par dépôt d'acte au greffe de ce tribunal.

Ainsi fait, jugé et prononcé en audience publique le jour, mois et an que dessus, et signé par le président et la greffière.